

ICG préconise "certaines mesures" pour une issue pacifique de la crise au Burundi

@rib News, 30/05/2015 Burundi : la paix sacrifiée Crisis Group Briefing Afrique N°111 - 29 mai 2015 SYNTHÈSE Malgré l  chec de la tentative de putsch du 13 mai, la mobilisation contre le troisième mandat du président sortant Pierre Nkurunziza n  a pas faibli et la confrontation entre le pouvoir et ceux qui se rallient sous la bannier   du mouvement      Halte au troisième mandaté s  intensifie. Plus de 90 000 Burundais ont fui leur pays et une épidémie de choléra vient de se déclarer. I   ils sont les plus nombreux, dans l  ouest de la Tanzanie. Alors que le président reste sourd aux pressions internationales et compte organiser des élections municipales et   gislatives le 5 juin et le scrutin présidentiel le 26 juin, tous les éléments d  un conflit ouvert sont en place. Pour éviter une amplification de la spirale de violence, il ne faut pas seulement retarder les élections ; il faut aussi rétablir un climat politique et sécuritaire qui rende possible un scrutin pluraliste et libre. Le sommet de l  East African Community (EAC) organisé le 31 mai    Dar es Salaam en Tanzanie offre une occasion    saisir pour réfléchir et agir dans ce sens.

La semaine après la tentative de putsch a été marquée par la radicalisation du pouvoir et des tentatives d  arrestation de journalistes et de politiciens. Le 18 mai, le mouvement      Halte au troisième mandaté a lancé un mot d  ordre de reprise des manifestations    Bujumbura et la rue y a répondu avec conviction. De leur côté, les initiatives diplomatiques n  ont permis aucun progrès. Le dialogue entre les représentants du gouvernement et de l  opposition établi par l  sp  cial des Nations unies qui a été interrompu quelques jours après l  assassinat ce 23 mai de l  opposant Zedi Fashimana dans le quartier de Ngagara    Bujumbura reste fragile et l  opposition vient d  annoncer qu  elle ne participera pas aux élections. Dans ce climat de peur et d  incertitude, plusieurs scénarii sont envisageables pour le futur immédiat du Burundi, allant du très improbable retrait de la candidature du président Nkurunziza aux bien plus dangereux chemins menant    un conflit plus ou moins violent et persistant. Toutefois, une issue pacifique est encore possible si les mesures suivantes, visant    apaiser les tensions électorales et améliorer les conditions sécuritaires et politiques, sont prises rapidement : I   Lors du sommet de l  EAC, les présidents devraient demander au président burundais le report immédiat des scrutins de juin. Ils devraient également préconiser d  laborer, sous l    gide de l  envoy   spécial des Nations unies, un nouveau calendrier électoral répondant    la fois aux attentes de l  opposition et du pouvoir en place, tout en s  assurant que les conditions sécuritaires et politiques nécessaires pour organiser les élections sont restaurées. I   Parmi ces conditions figurent, entre autres, la libération des personnes arrêtées lors des manifestations, le rétablissement de la liberté d  expression, de réunion pour l  opposition et la liberté d  information pour les médias indépendants, le déploiement des observateurs des droits de l  homme de l  Union africaine (UA) et l  usage proportionné de la force par les services de sécurité. I   Certains médias ainsi que les discours des hommes politiques devraient faire l  objet d  un suivi précis, notamment par la société civile et par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), en termes d  incitation    la haine ethnique. I   Le screening du personnel burundais envoyé dans les missions de maintien de la paix devrait être renforcé afin d  emp  cher la participation des Imbonerakure et des services de sécurité burundais ayant part aux violences. I   Enfin, les agences des Nations unies et les humanitaires devraient lancer une opération humanitaire dans l  ouest de la Tanzanie et au sud du Burundi afin d  endiguer l    pid  mie de choléra. En cas de refus du pouvoir burundais de repousser les scrutins et d  un renforcement du climat répressif, les mesures suivantes devraient être prises : I   Sur le plan de l  aide au développement, les donateurs du Burundi, devraient suivre l  exemple de la Belgique qui a publiquement annoncé le changement des modalités de son aide et envisage de la réorienter vers la société civile burundaise. Les bailleurs du Burundi devraient également suspendre toute aide budgétaire au gouvernement en place et réaffecter une partie de l  aide institutionnelle en aide humanitaire pour les réfugiés burundais. I   L  Union européenne (UE) devrait sans tarder initier les consultations prévues par l  article 96 de l  accord de partenariat et de coopération ces dernières, relatives au respect par le Burundi des clauses prévues par l  article 9, devaient s  av  rer peu concluantes. L  UE devrait suspendre son aide institutionnelle, en particulier son contrat d  appui    la consolidation de l   tat (14,5 millions d  euros) qui comprend aide budgétaire et appuis sectoriels (justice, finances publiques et décentralisation). L  UE devrait davantage augmenter son soutien financier    la société civile et son aide humanitaire envers les réfugiés burundais. I   Sur le plan judiciaire, le procureur de la CPI devrait ouvrir une enquête sur les violences et assassinats commis depuis le début des manifestations et établir la responsabilité du commandement des Imbonerakure et des services de sécurité burundais dans ces violences. I   Sur le plan de la participation aux missions de maintien de la paix, l  Union africaine (UA), les Nations unies et les autres partenaires internationaux du Burundi devraient avertir le président Nkurunziza et les responsables des services de sécurité que la participation du Burundi    ces missions sur le continent sera réexaminée. Bruxelles/Nairobi, 29 mai 2015 Lire l  int  gralit   du Rapport d'International Crisis Group